

Positionnement stratégique du Conseil du patronat du Québec - 2010-2013

Mission

Le Conseil du patronat du Québec a pour mission de s'assurer que les entreprises puissent disposer au Québec des meilleures conditions possibles - notamment en matière de capital humain - afin de prospérer de façon durable dans un contexte de concurrence mondiale.

Vision

Point de convergence de la solidarité patronale, le Conseil du patronat du Québec constitue par son leadership la référence incontournable dans ses domaines d'intervention et exerce, de manière constructive, une influence considérable visant une société plus prospère, au sein de laquelle l'entrepreneuriat, la productivité, la création de richesse et le développement durable sont les conditions nécessaires à l'accroissement du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Objectifs visés

(les meilleures conditions possibles pour les entreprises)

1. Disponibilité d'une main-d'œuvre de qualité en quantité suffisante
2. Emploi d'un capital humain productif à des coûts concurrentiels
3. Meilleure réglementation touchant de manière intelligente les opérations des entreprises
4. Finances publiques saines favorisant la croissance économique avec une fiscalité compétitive
5. Environnement d'affaires favorisant une économie durable

Orientations stratégiques

(pour le Conseil du patronat du Québec)

1. Participation active et engagée dans des organisations et débats
2. Développement de contenus pertinents et pragmatiques dans ses domaines d'intervention prioritaires
3. Représentation efficace et mobilisatrice auprès des parties prenantes
4. Communication dynamique et constructive avec ses publics cibles
5. Un Conseil du patronat du Québec en santé et à valeur ajoutée pour ses membres et pour l'ensemble de la société

Domaines d'intervention

Priorités

(proactivité et contenus originaux)

1. Qualité et accessibilité de la main-d'œuvre

- Éducation
- Formation
- Immigration
- Mobilité
- Incitatifs au travail

2. Coûts du capital humain (concurrentiels)

- Rémunération
- Taxes et cotisations sur la masse salariale
- Santé et sécurité du travail
- Normes du travail
- Relations de travail
- Réglementation du travail et de la construction
- Incitatifs à la productivité et à la performance

3. Réglementation intelligente (objectifs de résultat vs processus)

- Législation sur le travail et l'emploi
- Formation de la main-d'œuvre
- Fiscalité
- Libre-échange
- Liberté d'entreprise et entrepreneuriat
- Équité / Équilibre dans les rapports de forces entre les intervenants
- Harmonisation / simplification

4. Finances publiques saines (fiscalité concurrentielle)

Dépenses publiques

- Ampleur des programmes et services offerts
- Service de la dette et déficits
- Gestion administrative
- Estimation juste des coûts et plafonnement

Croissance économique

- PIB
- Investissements
- Taux d'emploi
- Balance commerciale

Revenus gouvernementaux

- Impôts
- Taxes
- Cotisations
- Tarification

Nécessités

(en support et collaboration avec d'autres intervenants)

5. Économie durable

- Infrastructures modernes
- Innovation et valeur ajoutée
- Commercialisation et nouveaux marchés
- Exploitation responsable des ressources naturelles
- Énergie renouvelable